

MÉDIAS ET ELECTIONS AU BURUNDI : L'EXPERIENCE DE 1993 ET PERSPECTIVES POUR 2005

par Eva Palmans

Abstract

Burundi is facing the challenge of organising democratic and free elections, an event that reminds us of the traumatic experience of the 93 elections. This article aims to return to the sources of the past violence and to the role of the media in its escalation in order to learn some lessons for the elections to be held in the coming months.

1. INTRODUCTION

Le Burundi se trouve actuellement face au défi d'organiser des élections démocratiques et libres, un événement qui rappelle l'expérience traumatisante des élections de 1993. Dans cet article, il s'agit de revenir sur les sources de la violence passée et le rôle des médias dans son escalade afin d'en tirer des leçons pour les élections qui se tiendront dans le courant de cette année 2005.

Au Burundi, comme d'ailleurs partout en Afrique subsaharienne, le vent de la démocratie a soufflé à la fin des années 80, imposant une ouverture de la vie politique aux partis autres que le parti unique, l'Uprona (Unité et Progrès national), dominé par la minorité tutsi et gouvernant le pays depuis trois décennies. Le Burundi fut cité par l'Occident comme un bon exemple de la mise en œuvre du processus de démocratisation, aboutissant aux élections présidentielles du premier juin 1993 et aux élections législatives du 29 juin 1993. *«La démocratie au Burundi, comme dans la plupart des pays africains, bat son plein. Cependant le Burundi étonne plus d'un par son originalité et par sa faculté d'exploiter les atouts démocratiques endogènes. De ce fait, les vieilles démocraties occidentales observent avec grand intérêt l'expérience démocratique menée au Burundi. D'aucuns vont même jusqu'à le prendre pour modèle dans cette Afrique traversée par des courants tumultueux»*¹. Ces élections se passent dans le calme et la transparence, et donnent la victoire au candidat du Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi, un parti largement composé de Hutu), Melchior Ndadaye, et pour la première fois dans l'histoire du pays, un président hutu fut élu démocratiquement.

La passation du pouvoir de l'ancien président Buyoya à Ndadaye s'est faite suivant les règles de la démocratie et le Burundi confirme son image de bon élève. Mais rapidement, les contestations de la part des militants du parti perdant se manifestent, jusque le 21 octobre quand un coup d'Etat par des

¹ *L'Indépendant* N°50 du 27 janvier 1993, Editorial : "La classe politique appelée à l'ordre", p.1.

militaires tutsi met fin à ce processus de démocratisation 'modèle' et fait sombrer le pays dans une crise généralisée.

L'expérience des élections en 1993 a créé un traumatisme face aux élections au sein de la société burundaise. Dans le présent article, il s'agit de présenter les sources de ce traumatisme et ses implications pour le processus électoral en préparation. Il sera surtout question du rôle des médias dans le processus de démocratisation et surtout dans la campagne électorale de 1993. Les médias, essentiellement la presse écrite privée et la radio-télévision d'Etat, alors au service des partis politiques, avaient largement contribué à la propagation de propos partisans et radicaux, renforçant les tensions ethniques. A travers des citations de divers journaux, publics et privés, partisans et neutres, il s'agit de décrire sous quel angle les journaux voyaient le processus de démocratisation, et en particulier les élections, et comment ils ont contribué à la radicalisation et l'ethnisation de ce processus.

Dans la perspective des élections qui se préparent actuellement, ce retour en arrière est important car le rôle néfaste de cette presse est resté présent dans tous les esprits, indissociablement lié à cette expérience dramatique des élections de 1993. Comme le multipartisme, la liberté de la presse s'était alors retournée contre la démocratie et le citoyen.

Actuellement, nous constatons que l'expérience traumatisante de 1993 a donné une leçon, et les médias, tout comme les autres acteurs de la société, se préparent à ne plus tomber dans les mêmes erreurs. En plus, le paysage médiatique a connu une évolution importante et, au courant des années, les médias ont abandonné le rôle de catalyseurs de conflit et ils sont devenus un support de la réconciliation et de la démocratisation. A travers cette évolution, nous présenterons, dans la partie finale de cet article, les perspectives du rôle des médias dans le processus électoral en préparation.

2. LE CONTEXTE POLITIQUE : DÉMOCRATISATION

2.1. Evolution d'un régime monopartite vers le multipartisme

L'histoire politique du Burundi est caractérisée par un antagonisme entre Hutu majoritaires et Tutsi minoritaires, qui s'est accentué avec la colonisation et encore avec l'indépendance. L'arrivée au pouvoir du capitaine Michel Micombero et la proclamation de la République, en 1965, ont marqué l'exclusion des Hutu de toute participation significative au pouvoir. Cette exclusion ethnique s'est maintenue sous le régime du colonel J.B. Bagaza et du parti unique, l'Uprona, appuyé par une armée dominée par des officiers tutsi. Avec l'arrivée au pouvoir de Pierre Buyoya en 1987 (Uprona), le Burundi se prépare à une sortie démocratique du régime autoritaire et, sous la

pression internationale, le multipartisme est légalisé dans la Constitution de 1992.

Ainsi, à partir de l'année 1988, plusieurs initiatives ont été prises par le président Buyoya dans le cadre d'une «réconciliation ethnique». Le 4 octobre une «Commission nationale chargée d'étudier l'unité nationale» est mise sur pied, composée de façon paritaire : douze Hutu et douze Tutsi². En plus, le président Buyoya nomme Adrien Sibomana, un Hutu, comme Premier ministre et remanie considérablement le gouvernement, désormais composé pour moitié de Hutu. En février 1991, la «Charte de l'unité nationale» est adoptée par référendum et, en mars 1992, une nouvelle constitution est adoptée également par référendum. L'agrément des partis politiques de l'opposition commence en juin 1992, ce qui s'inscrit dans le contexte international imposant le multipartisme politique³.

Cette ouverture au pluralisme politique n'était pas évidente dans un contexte habitué au monopartisme. L'ancien parti unique, l'Uprona, a du mal à s'adapter à la nouvelle situation, de sorte qu'il impose de nombreuses contraintes afin de compliquer l'agrégation des partis politiques. D'abord les partis alliés de l'Uprona et les partis de l'opposition la plus faible sont agréés, puis finalement en juillet 1992, le Frodebu est autorisé. Vers la fin de 1992, sept partis d'opposition sont agréés, mais le Frodebu se profile rapidement comme le plus important. Après cette reconnaissance officielle des partis politiques, ces derniers cherchent à s'implanter parmi la population à travers une campagne de propagande et de recrutement, et ils doivent s'associer au processus de transition qui mènera aux échéances électorales en 1993⁴.

Au moment des élections présidentielles et législatives en juin 1993, huit partis étaient agréés. En se basant sur leurs programmes politiques et projets de société, on peut les classer en deux catégories. Un premier groupe était composé des partis qui voulaient avant tout la consolidation de l'unité nationale et qui recevaient l'adhésion de nombreux Tutsi. Il s'agissait de l'Uprona, le Ralliement pour la démocratie et le développement économique et social (Raddes), l'Alliance nationale pour le droit et le développement (Anadde) et le Parti pour la réconciliation du peuple (PRP). Un deuxième groupe de partis souhaitaient construire un Etat où règne la justice sociale et ce groupe gagnait la faveur des masses hutu. Il s'agissait du Frodebu, du Rassemblement du peuple burundais (RPB), du Parti du peuple (PP) et du Parti libéral (PL). La compétition allait se faire donc, dès le départ dans un climat de compétition ethnique⁵. En plus, vu le passage rapide d'un système

² REYNTJENS, F., *L'Afrique des Grands Lacs en crise, Rwanda, Burundi : 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994, p.68.

³ *Ibidem*, p.69.

⁴ *Ibidem*, p.85.

⁵ GUICHAOUA, A., *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Université des Sciences et Technologies de Lille, 1995, pp.77-84.

monopartite au multipartisme, le pays n'était pas tout à fait préparé à la nouvelle logique de la démocratie.

2.2. La campagne électorale

A la veille de la campagne électorale présidentielle (commencée le 16 mai 1993), parmi les forces en présence, on peut donc dégager deux courants principaux : un courant tutsi qui se retrouve essentiellement dans l'ancien parti unique l'Uprona, contrôlant l'appareil politico-administratif. Ce courant ne doute pas de la victoire du parti. En son sein militent également des Hutu que l'Uprona n'hésite pas à mettre en avant durant la campagne pour placer en exergue son image de parti 'unitaire'. Le courant hutu se retrouve dans le Frodebu, avec 'ses Tutsi' également. Le PRP, qui aurait pu jouer un rôle stabilisateur, manque d'envergure et le candidat hutu, Pierre Claver Sendegeya, un professeur d'art soutenu par le richissime homme d'affaires, Mathias Hitimana, véritable patron du parti, ne convainc pas. Sendegeya est considéré comme une simple marionnette de Hitimana⁶.

Lors de la campagne électorale les deux formations principales, l'Uprona et le Frodebu, adoptèrent deux méthodologies différentes, déterminantes pour les résultats. En ce qui concerne la campagne de l'Uprona, chaque week-end les militants de l'Uprona, surtout les gouverneurs de province et administrateurs communaux, se retrouvaient dans des gigantesques rassemblements aux chefs-lieux des provinces : des sortes de kermesses au cours desquelles le «discours unitaire» des dirigeants de ce parti semblait relever la monotonie ambiante⁷.

Au contraire, le Frodebu travailla à partir de la base, et ce, depuis 1986, dans la clandestinité. Pour sa campagne, le Frodebu s'est appuyé sur les fonctionnaires hutu du monde rural. C'était des fonctionnaires frustrés par leurs conditions de travail et par la bureaucratie urbaine. Pour ces fonctionnaires, la victoire de Ndadaye signifiait l'espoir d'une promotion. Ces fonctionnaires hutu étaient donc des propagandistes efficaces parce qu'ils étaient très proches du monde rural, et ensuite parce qu'ils faisaient campagne avec l'énergie du désespoir. Le journal *La Semaine* l'illustre en ces termes : «*Au contraire de l'Uprona, le Frodebu a su implanter son parti en milieu rural avec des techniques appropriées, une thématique de mobilisation archaïque mais efficace. Les relais à ce niveau se recrutent parmi les enseignants, les techniciens agronomes, les agents de santé, bref tous ceux qui sont en contact avec la population. Leurs enthousiasme et abnégation*

⁶ GUICHAOUA, A, *op.cit.*, pp.77-84.

⁷ *Ibidem.*

furent à la hauteur des promesses»⁸. En plus, le mérite du Frodebu est qu'il s'est présenté sous le signe du changement, se donnant pour mission de construire un «Burundi nouveau». *Le Citoyen* le décrit de la façon suivante : «Un autre slogan, très facile, était beaucoup plus rentable que les idées de paix et d'unité du candidat Buyoya: "Votez pour un Burundi nouveau" – l'adjectif nouveau est très bon parce que très flou, il fait fantasmer les foules»⁹. Toute une symbolique fut remarquablement relayée sur le terrain : par exemple, le Frodebu adopta comme emblème un coq qui chante à l'Aube de la démocratie.

La gestion de la période de transition, qui prépare aux échéances électorales de juin 1993, reste fermement contrôlée par l'ancien parti unique et, quand celui-ci se rend compte de la popularité croissante du Frodebu, l'Uprona commence une campagne de diabolisation de ce parti, en incitant ainsi à une «ethnisation» de la campagne électorale comme on verra dans les extraits des journaux¹⁰. La campagne électorale ne s'effectue pas au niveau des idées ou des programmes politiques mais se déroule dans un contexte de méfiance et de paranoïa, chacun redoutant la victoire de l'autre¹¹. Malgré ce fond explosif, la campagne électorale s'est déroulée dans un calme apparent.

2.3. Les résultats et la suite dramatique

Les élections du 1^{er} juin 1993 donnèrent la victoire à Melchior Ndadaye qui obtint 64 % des voix. Ses adversaires Buyoya et Sendegeya durent se contenter respectivement de 34 % et 2 % des voix ; et pour les législatives, c'est encore le Frodebu qui gagne avec 71,40 % des voix. Ces résultats constituaient une rupture importante dans l'histoire politique du Burundi.

Si dans un premier temps, le Burundi était considéré comme un pays ayant parfaitement réussi sa transition politique, très vite ce séisme politique évoque des contestations dans certains milieux tutsi, ce qui se concrétise dans une première tentative de coup d'Etat dans la nuit du 2 au 3 juillet 1993 par des militaires d'un camp de la capitale. Pour calmer les esprits, le nouveau président compose son gouvernement d'un tiers de Tutsi et il désigne Sylvie Kinigi, une Tutsi, comme Premier ministre¹². Si au plus haut niveau il s'agit donc d'un certain partage du pouvoir, plus on descend dans la pyramide, plus

⁸ *La Semaine* N°2 du 12 juin 1993, "Sanction sévère pour Pierre Buyoya", p.3.

⁹ *Le Citoyen* N°13 du 15 au 30 juin 1993, "Comprendre la défaite de l'Uprona ou l'effondrement d'un mythe", p.5.

¹⁰ REYNTJENS, F., *op.cit.*, p.228.

¹¹ GUICHAOUA, A., *op.cit.*, p.90.

¹² REYNTJENS, F., p.245.

les postes sont occupés principalement par les militants du Frodebu. Rapidement une «culture de pouvoir» s'installe au sein du Frodebu¹³.

Dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993, la nouvelle administration, qui n'avait pas encore eu le temps de mettre en place ses nouvelles équipes et sa politique, fut renversée par un coup d'Etat militaire, ce qui interrompt le processus de démocratisation en cours depuis 1987. Ceci déclenche des massacres mêlant populations civiles, armée et bientôt groupes rebelles focalisés sur leurs appartenances communautaires. Ces événements dramatiques ont inauguré une période de dix ans de guerre civile où le recours à la violence est devenu le seul moyen de prendre et de conserver le pouvoir¹⁴.

3. LE PAYSAGE MÉDIATIQUE : LA LIBÉRALISATION DE LA PRESSE

3.1. La presse d'Etat

Jusqu'au 1^{er} avril 1992, la presse a été régie par la loi n°I-136 du 25 juin 1976, décrétée sous le régime du capitaine Micombero. L'article 6 de cette loi stipulait que «les journalistes burundais doivent toujours œuvrer en patriotes convaincus et conscients des idéaux du Parti, seul organe responsable de la vie nationale». Si le décret-loi de 1976 n'impose pas formellement le monopole de l'Etat sur la radio et télévision, il entérine explicitement celui du parti-Etat Uprona sur la vie politique et sur la conduite des journalistes. Le colonel Jean-Baptiste Bagaza décide d'éliminer toute ambiguïté en instituant officiellement le monopole de l'Etat sur la radio et la télévision¹⁵.

Les médias publics sont subventionnés par l'Etat et sont composés de la *Radio Télévision Nationale du Burundi* (RTNB), du quotidien *Le Renouveau*, de l'hebdomadaire en kirundi *Ubumwe* («l'unité») et de l'*Agence Burundaise de Presse*. *Le Renouveau* parut à partir du 13 avril 1978 avec un tirage de 1500 exemplaires. Le tirage est passé en 1992 à 3000 exemplaires¹⁶. *Ubumwe*, dont le premier numéro parut le 1^{er} juin 1971, a connu un essor remarquable sous le régime de Buyoya et, en 1989, le tirage était de 15.000 exemplaires. Le but de cette publication était d'être adaptée aux populations rurales. Dans un premier temps le journal *Ubumwe* était diffusé gratuitement à la population, mais le problème se situait au niveau de la distribution dans le

¹³ *Ibidem*, p.246.

¹⁴ PALMANS, E., «Les médias face au traumatisme électoral au Burundi», in *Politique Africaine* N°97, Paris, Karthala, mars 2005, p.69.

¹⁵ REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Burundi : le choix de la censure*, Rapport de mission 24/29 août 1993, Paris, Reporters sans frontières, 1993, pp.14-15.

¹⁶ NTIYANOGEYE, A., *Répertoire de la presse d'information au Burundi, des origines à nos jours*, Bujumbura, Editions Intore, 1994, p.25.

monde rural. Les journaux étaient chaque fois rassemblés aux chefs-lieux des provinces et il n'y avait personne pour les acheminer dans les communes les plus reculées¹⁷.

Même après la libéralisation de la presse en 1992, la presse publique garde son caractère d'instrument privilégié de communication et de promotion du gouvernement par le volume d'informations et de moyens qu'elle consacre à la couverture des activités officielles et la "langue de bois" qu'elle utilise, en évitant tout propos critique¹⁸.

3.2. Libéralisation de la presse : naissance de la presse privée

3.2.1. Une nouvelle loi de la presse

Dans le contexte de la démocratisation et afin de s'aligner sur une nouvelle constitution qui reconnaît le pluralisme politique, une nouvelle loi sur la presse voit le jour le 26 novembre 1992. L'innovation majeure par rapport aux lois précédentes se trouve dans le fait que la formulation de la mission du journaliste devient plus libérale. «Tout journaliste a la liberté d'exprimer ses opinions par la voie de la presse et celle de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations de quelque nature que ce soit» (art. 4). La référence au devoir du journaliste de servir l'Etat ou le parti, tel qu'il était mentionné dans la loi précédente, ne figure plus dans la nouvelle loi, par contre il est mentionné que «la presse accomplit une mission publique» (art. 3).

Même si cette loi a ouvert la voie à la création des journaux privés, la libéralisation a ses limites ; c'est qu'il n'existe pas d'autorisation de paraître pour tout journal ou pour toute radio, et le dépôt administratif et judiciaire n'ont pas disparu¹⁹. En plus, cette loi contient des formulations assez vagues servant d'instrument pour interdire les propos qui vont à l'encontre des principes défendus par l'ancien parti unique, l'Uprona, gardant le contrôle sur les affaires de l'Etat. Ainsi, la nouvelle loi introduit en ses articles 6 et 36 le concept d'«atteinte à l'unité nationale» parmi les délits de presse, et ceci sur la base juridique de la Charte de l'Unité adoptée par référendum quelque temps plus tard. Ce délit est plutôt utilisé pour éviter que l'opposition politique puisse exprimer trop crûment les critiques concernant la discrimination anti-Hutu que pour condamner des appels à la haine raciale. Concrètement, l'article 6, en accord avec la charte, condamne implicitement

¹⁷ *Ibidem*, p.41.

¹⁸ Association pour la promotion et la protection de la liberté d'expression au Burundi, *Guide de la presse burundaise 1996*, Bujumbura, APPLE, juin 1996, p.6.

¹⁹ PHILIPART, M., *L'état des médias au Burundi*, Groupe de recherche et d'échanges technologiques, Paris, octobre 2000, pp. 16-18.

la propagande «divisionniste», une disposition qui vise, en particulier, ceux que le pouvoir nomme les «tribalo-terroristes» du Palipehutu, mais peuvent également désigner les militants du Frodebu qui, par des moyens pacifiques, critiquent la discrimination ethnique, notamment dans l'armée. L'article 36 réfère au délit de presse, étant la divulgation «d'informations susceptibles de porter atteinte au crédit de l'Etat et à l'économie nationale». Cette formulation vague peut donc être utilisée pour empêcher la parution de tout article de presse qui critiquerait la politique gouvernementale en matière économique.

3.2.2. *Cadre institutionnel et professionnel*

Afin de structurer le cadre médiatique, plusieurs instances se sont développées. Ainsi, en 1992, dans l'esprit du multipartisme et de la libéralisation de la presse, le gouvernement a mis en place le Conseil national de la Communication (CNC), un organe de régulation qui a pour mission d'assurer le respect de la liberté de la presse, de prendre des mesures disciplinaires à l'endroit des médias qui ne respectent pas la loi et de décider la suspension ou l'interdiction des médias. Le CNC élabore le code de déontologie et il est chargé d'émettre des avis préalablement à l'autorisation des médias privés, mais aussi de déterminer «les conditions d'accès des partis aux médias publics»²⁰.

Cependant, malgré toutes ces compétences juridiques, le CNC est depuis le début de son existence confronté au problème de manque de moyens de fonctionnement et est resté plutôt inactif jusqu'en 1997. Ceci explique que, lors des élections en 1993, le CNC n'était appelé à jouer qu'un rôle secondaire, dans la mesure où le gouvernement gardait la haute main sur toutes les décisions importantes²¹.

D'autres structures professionnelles se sont développées pour appuyer les médias. Ainsi, l'Association burundaise des journalistes (ABJ) a été créée en 1990 mais elle n'a pas pu, en 1993, arrêter les dérives des «médias de la haine»²². Dans la perspective de promouvoir un journalisme de qualité, l'Association pour la Promotion et la Protection de la Liberté d'expression (APPLE) a vu le jour en 1992.

3.2.3. *Naissance des journaux privés*

²⁰ Reporters sans frontières, *op.cit.*, p.16.

²¹ *Ibidem*, p.13.

²² NYAMITWE, A., «Mémoriam, et hommage à Antoine Ntamikevyo, La presse burundaise en deuil», 31 juillet 2003, http://umuco.com/cgi-bin/pg-newspro.cgi?id_news=2524.0

Apparus à la faveur d'un processus de démocratisation des institutions politiques, les premiers journaux privés affichèrent très vite leur vocation politique. Les pionniers de la presse écrite privée étaient les partis politiques. Les principaux responsables de ces journaux occupaient tous des positions importantes dans l'appareil de ces partis, de sorte que la presse écrite privée au début de son existence fut à l'image de son contexte socio-politique.

Le journal *Ndongozi* («Le guide»), édité par l'église catholique à partir de 1940, est le premier journal du pays. Il a été suspendu en 1979, conformément à la politique anticléricale du régime Bagaza et il était autorisé à réapparaître en 1988, mais ne pouvait reprendre ses publications que le 1^{er} octobre 1989. Au début *Ndongozi* a été un journal de combat, progressiste, allié au prince Rwagasore, leader du parti Uprona dans sa lutte pour l'indépendance, et ce journal a été vu comme subversif aux yeux de l'occupant belge²³.

Selon la loi sur les partis politiques, ces derniers pouvaient créer leurs propres médias dans le respect de la constitution, des lois et des règlements (art. 17). Ainsi, à l'approche des élections, le pouvoir tolère l'apparition d'une presse fortement politisée. Cette presse, essentiellement urbaine, tire peu d'exemplaires (2000 à 3000), est hebdomadaire ou bimensuelle, et les principaux rédacteurs travaillent également pour les principaux partis Uprona et Frodebu²⁴.

Le 5 février 1992, paraît l'hebdomadaire *L'Indépendant*, édité par une société privée (SOPREDIT) et organe d'expression officieux de l'Uprona. Ce journal est animé par Charles Mukasi, un des Hutu qui militaient au sein de l'Uprona. *L'Indépendant* et sa version en kirundi *Intahe* étaient imprimés sur les rotatives de l'Imprimerie nationale du Burundi, tout comme les titres de la presse publique, ce qui confirme sa position proche de l'ancien parti Etat. En mars 1992, le ministre de la Communication a agréé le bimensuel intitulé *Le Carrefour des Idées*. Ce journal, également proche de l'Uprona et dirigé par des Tutsi radicaux de Ngagara, est ouvertement anti-Frodebu. En août 1992, les organes du Frodebu, le bimensuel en français *L'Aube de la démocratie* et celui en kirundi *Kamura Burakeye* (traduction littérale : «Lève-toi, il fait jour»), version adaptée au monde rural, ont été finalement agréés²⁵. Ces journaux apparaissaient déjà à partir de 1990 dans la clandestinité. *Nturenganywe* (le «plaidoyer du peuple») était créé en 1992 comme l'organe d'expression du RPB.

En 1993, d'autres titres voient le jour. Un dissident de l'Uprona, Cyriaque Simbizi, devenu ministre de la jeunesse du gouvernement Frodebu, fonde l'hebdomadaire *Le Citoyen*, d'une relative liberté de ton mais qui

²³ KABURAHE, A., *op.cit.*, p.22.

²⁴ NYAMITWE, A., *op.cit.*

²⁵ Reporters sans frontières, *op.cit.*, p.37.

semble proche de l'ancien président Bagaza²⁶. Puis, à la veille des présidentielles, apparaît le bimensuel *Panafrika*, créé le 12 mai par un jeune journaliste qui n'affiche aucune appartenance politique, Dieudonné Vandrôme Ntakahera²⁷. Ce journal est cependant tantôt neutre, tantôt partisan tutsi, et utilise souvent la satire²⁸. Le 29 mars 1993, Alexis Sindujije a créé le journal *La Semaine*, un organe d'expression très professionnel et neutre politiquement ou ethniquement. Ces trois derniers titres veulent marquer leur indépendance face aux journaux inféodés aux partis, et devant une campagne électorale qui hésite de moins en moins à faire vibrer la corde ethnique. Mais leur neutralité sera soumise à rude épreuve surtout après la crise d'octobre 1993.

Durant la campagne électorale, le Parti du Peuple (PP) et le Parti pour la réconciliation du peuple fondent leurs propres organes d'expression : respectivement *La voix du peuple* et *Réconciliation*. La revue *Intore* a également vu le jour en janvier 1993.

Il est intéressant de souligner que l'essentiel de la presse est francophone et par conséquent son impact politique vise essentiellement les élites urbaines, celles de Bujumbura en particulier²⁹. Cependant, les principaux journaux du côté de l'Uprona et du Frodebu ont également une version en kirundi dans le but d'atteindre également la population rurale. Or, le problème de la distribution et du pouvoir d'achat de la population constituent des obstacles majeurs pour atteindre un public large. En plus, le taux d'alphabétisation est en 1993 seulement de 40,12 %³⁰. Cette situation est renforcée par les difficultés économiques auxquelles les journaux sont confrontés. La plupart des journaux privés se débattent dans des situations financières pénibles. Souvent, ils n'ont pas de siège propre, de moyens de transport et de télécommunications et la plupart des journalistes sont obligés d'exercer d'autres emplois pour pouvoir survivre, de sorte qu'ils ne peuvent pas consacrer beaucoup de temps à la rédaction de leur journal³¹. Ils dépendent donc, dans la plupart des cas, de l'appui financier des partis politiques, ce qui compromet leur neutralité et explique leur prise de position assez radicale. Cette dépendance économique, tout comme le manque de formation journalistique, nuisent au professionnalisme et à la qualité des journaux³². Ces facteurs, renforcés par la situation socio-politique conflictuelle, expliquent en grande partie les dérives de cette presse nouvellement née.

²⁶ REYNTJENS, F., *op.cit.*, p.173.

²⁷ Reporters sans frontières, *op.cit.*, p.37.

²⁸ Reporters sans frontières, *Burundi le venin de la haine, Etude sur les médias extrémistes*, Paris, Reporters sans frontières, juillet 1995, pp.10-11.

²⁹ REYNTJENS, F., *op.cit.*, pp.173-174.

³⁰ World Development Indicators 2004.

³¹ NTIYANOGEYE, A. *op.cit.*, p.8.

³² L'école de journalisme, créée en 1981, est fermée en 1991.

Même si la loi sur la presse de 1992 a cassé le monopole de l'Etat sur la radio-télédiffusion, des projets de radios privées ou associatives n'ont vu le jour qu'à partir de 1995. Au niveau des médias audiovisuels, la campagne électorale de 1993 se situe donc seulement au niveau de la RTNB.

4. LES MÉDIAS DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE 1993

4.1. Une presse au service des partis politiques

4.1.1. *Les médias publics*

L'accès des partis politiques aux médias publics a été défini avant la sortie de la loi sur la presse de 1992. Les responsables des organes de presse nationaux ont pris l'initiative de s'entretenir avec les leaders des partis politiques au mois d'août 1992. Il s'agissait d'analyser ensemble tous les contours liés à la médiatisation des programmes des partis politiques. Mais ces arrangements concernaient surtout la RTNB, qui était convoitée au moment de la campagne électorale³³. En théorie, tous les partis politiques agréés jouissaient d'un droit d'accès égal aux médias publics mais, dans la pratique, l'accès aux médias publics était sous contrôle de l'ancien parti unique, l'Uprona.

Dans un pays à majorité analphabète, où la presse écrite est embryonnaire, peu diffusée et ne touche qu'un public restreint et citadin, les politiciens en compétition savent que, sur le plan médiatique, la bataille se jouera surtout au niveau de la radio. En plus, comme on l'a mentionné ci-dessus, la plupart des journaux sont écrits en français, tirent à 2000 ou 3000 exemplaires dont 90 % est écoulé dans le périmètre de Bujumbura. Par contre, la radio est captée partout et une bonne partie de la population dispose d'un poste récepteur. L'audience de la radio nationale est généralisée, ce qui la place au centre des enjeux politiques et des luttes d'influence³⁴.

Ainsi, l'Uprona contrôlait la radio nationale, de sorte que les nouveaux partis politiques avaient plutôt du mal à passer sur les ondes³⁵. En plus, à la RTNB, étant donné qu'elle était pendant des décennies sous contrôle du parti-Etat, le poids du monopartisme était très sensible. Les journalistes avaient donc pris l'habitude d'exécuter leur métier tels des fonctionnaires ou des vulgarisateurs de la propagande du pouvoir en place. En plus, la plupart des journalistes étaient des Tutsi, même si ceci ne signifie pas que tous les

³³ NTIYANOGEYE, A., *op.cit.*, p.99.

³⁴ Association pour la promotion et la protection de la liberté d'expression au Burundi, *op.cit.*, p.9.

³⁵ KABURAHE, A., *op.cit.*, p.29

journalistes tutsi étaient «uproniste» et tous les journalistes hutu étaient «frodebiste»³⁶.

Cette réalité fait que la Ligue Iteka, dès le mois de mai 1993, jugeait sévèrement la couverture par la presse publique de l'actualité politique en période préélectorale. *«La presse publique ne s'est pas adaptée aux nouvelles exigences d'une société pluraliste; elle reste une presse de propagande pour le pouvoir en place. En cette période préélectorale, au lieu de donner les opinions diverses exprimées sur la situation qui prévaut dans le pays, elle a tendance à se contenter de relayer les accusations du parti au pouvoir contre le Frodebu au lieu de s'astreindre à relater les faits ... De plus, elle va jusqu'à tronquer ou falsifier l'information pour aboutir à des conclusions préétablies»* note la Ligue, concluant que la presse publique *«a failli à sa mission de former et d'informer le public... Les médias publics ont choisi de jouer la carte du pouvoir en place et ne traitent pas les partis sur le même pied d'égalité. Les responsables des médias et les journalistes ont ainsi renoncé à leur devoir d'objectivité»*³⁷.

Le journal *L'Aube de la démocratie* accuse également la position partielle des médias publics : *«Ils étaient, pour la plupart, de ceux qui croyaient Buyoya et l'Uprona invincibles. Dressés par le Parti unique pour transmettre l'injonction du Chef, en tout état de cause assortie du commentaire le plus élogieux, nos communicateurs n'ont jamais appris que l'information se cherche et se traite, et que, pour créer l'événement ou être à la pointe de l'actualité, il faut savoir non seulement obéir mais encore plus oser»*³⁸. Cette partialité est également condamnée par le National Democratic Institute for International Affairs (NDI) : *«L'équipe du NDI estime que les médias publics devraient faire preuve d'équité et d'objectivité dans les reportages. (...) Pour la presse écrite, Le Renouveau ferait la publicité du candidat de l'Uprona alors que ce médium public doit traiter les trois candidats de la même façon»*³⁹. Un exemple de cette publicité pour Buyoya se trouve dans la citation suivante du journal *Le Renouveau* : *«Malgré les qualités personnelles qu'on lui reconnaît et, en particulier, une volonté réelle de ne pas succomber aux sirènes du tribalisme, M. Ndadaye doit encore surmonter un handicap majeur. Les observateurs de la vie politique burundaise et pas seulement ses adversaires politiques lui reprochent de ne pas avoir réussi à lever les équivoques persistantes au sujet des rapports de son parti, le Frodebu, avec le Palipehutu. (...) S'agissant du candidat Pierre Buyoya, les choses sont limpides : ni contradictions, ni ambiguïtés dans son*

³⁶ Reporters sans frontières, *op.cit.*, p.5.

³⁷ *Ibidem*, p.23.

³⁸ *L'Aube de la démocratie* N°021 du 1er au 15 juillet 1993, "Savoir perdre", p.10.

³⁹ *Le Renouveau* N°4100 mercredi 26 mai 1993, "Le NID propose le comptage parallèle pour éviter la fraude ou des contestations non fondées.", p.8.

*projet de société, ni incertitude sur ses capacités à réaliser son programme. Le candidat Buyoya a déjà montré qu'il fait ce qu'il dit et il dit ce qu'il fait. Avec lui l'on sait où l'on va*⁴⁰.

Après les élections, le nouveau pouvoir se trouve confronté à un problème au niveau de la RTNB ; c'est que son personnel était nommé par l'ancien parti unique et donc en majorité défavorable au nouveau gouvernement, ce qui mène ce dernier à remplacer pas mal d'entre eux⁴¹. Ceci provoque de nombreuses critiques de la part du parti perdant et c'est le ministre de la communication du «Burundi nouveau», Jean-Marie Ngendahayo, qui fait taire toutes les critiques en nommant à la tête de la RTNB un jeune intellectuel connu pour son ouverture et sa neutralité, à savoir Louis-Marie Nindorera. Sa nomination fut bien accueillie dans tous les milieux. Mais très rapidement, il va paraître que, dans le domaine des médias, la logique du nouveau pouvoir et celle du pouvoir précédent sont les mêmes. Comme l'Uprona avant lui, le Frodebu considère les médias publics comme une caisse de résonance de «l'action gouvernementale». Etant donné que Louis-Marie Nindorera n'acceptait pas cette logique car étant favorable au pluralisme des idées, il est limogé après deux mois d'activité⁴².

4.1.2. La presse privée

Les nouveaux journaux, souvent liés aux partis politiques naissants, ont été les grands animateurs de la période de transition devant mener à des élections présidentielles et législatives en juin 1993. Les journalistes occupent le devant de la scène politique, mais sont-ils vraiment journalistes ou tout simplement acteurs politiques? Leur travail n'a souvent qu'un lointain rapport avec la recherche et la publication de la vérité et vise plutôt à diffuser de la propagande pour «leur parti politique». Ceci est illustré par la citation suivante du journal *L'Aube de la démocratie* : «*Chez nous, la presse tant celle du secteur public que celle qui se présente comme privée et 'libre' n'est qu'à ces premiers balbutiements. Là où la presse occidentale pêche aujourd'hui par excès de sensationnel, au Burundi, la presse et les journalistes pêchons notamment par l'exercice très partisan et – ce qui est réellement dangereux – notre incapacité à distinguer la rumeur de la réalité quand nous ne pensons pas à créer nous-mêmes les faits ou à les travestir à volonté. (...) Chez nous au Burundi, la presse peut aussi tuer avec le risque de le faire massivement*»⁴³. En plus, bien avant la campagne électorale, Melchior Ndadaye portait ce

⁴⁰ *Le Renouveau* N°4104 dimanche 30 – lundi 31 mai 1993: «Pluralistes au Burundi, enjeux des élections», pp.8-9.

⁴¹ REYNTJENS, F., *op.cit.*, p.262.

⁴² KABURAHE, A., *op.cit.*, p.141.

⁴³ *L'Aube de la démocratie* N°019 du 16 au 31 mai 1993: spécial présidentielles 93, «Cette presse qui tue», p.8.

jugement envers les journalistes : «Je ne suis pas fier des journalistes burundais. Vous avez un grand rôle à jouer, c'est-à-dire informer l'opinion de manière contradictoire mais pas vraiment monolithiser la pensée comme vous le faites souvent».

La campagne électorale est donc marquée par une bataille médiatique où les deux principales formations l'Uprona et le Frodebu vont rivaliser dans la diabolisation mutuelle. Ainsi, la jeune presse va contribuer à alimenter le discours ethnique des partis politiques : «*Depuis un certain temps, on assiste à une recrudescence de la violence à travers le pays. Deux hypothèses sont plausibles pour expliquer cette situation. D'une part- et Le Citoyen l'avait prédit- des discours politiques maladroits, des slogans et des chansons de propagande dont le contenu frise l'extrémisme ont entretenu et entretiennent encore un climat de tension et de haine entre les militants de l'Uprona et du Frodebu*»⁴⁴.

Dans la course vers les élections, l'ancien parti unique Uprona s'est progressivement inquiété de la popularité croissante du Frodebu. Exploitant massivement les médias d'Etat et les titres de presse sous son contrôle, l'Uprona a commencé alors une campagne de 'diabolisation' du Frodebu, incitant ainsi à l'ethnisation de la campagne électorale⁴⁵. Pour l'Uprona, le Frodebu était un parti «divisionniste», qui recourait à la violence et ne comptait que sur la supériorité démographique des Hutu pour accéder au pouvoir et écraser la minorité tutsi. Cette position se traduisait dans les journaux *L'Indépendant* et *Le Carrefour des idées* qui laissent entendre que le Frodebu est allié au Palipehutu, le parti extrémiste interdit, ce qui renforce l'ethnisation de la compétition électorale⁴⁶. Ainsi, le journal *L'Indépendant* dit concernant le Frodebu : «*Les encadreurs du front prêchent la division en invitant la population à se regarder dans un miroir tribalisant avant de les inviter à la désobéissance civile. Le dénigrement des autres partis et de l'administration, l'agression physique perpétrée par certains membres du Frodebu, la couverture des tribalo-terroristes par le même parti; la désinformation par le tract et la rumeur pour inciter à la haine entre Burundais et désorganiser l'Etat, comment appelle-t-on cela? C'est de la pure subversion. Que signifie, diable, le recrutement des membres sur base ethnique, en utilisant si besoin il était la violence physique ou autres formes d'intimidation ?*»⁴⁷

A côté de la diabolisation, *L'Indépendant* essaie également de minimiser l'importance du Frodebu en disant que la majorité des Hutu

⁴⁴ *Le Citoyen* N°9 du 15 au 30 avril 1993, "A qui profite la polarisation du débat?", p.7.

⁴⁵ REYNTJENS, F., *op.cit.*, p.228 et p.239.

⁴⁶ CHRETIEN, J-P., M. MUKURI, *op.cit.*, p.351.

⁴⁷ *L'Indépendant* N°48 du 13 janvier 1993, "Ca va changer : en démocratie on administre ; on ne démissionne pas", pp.1-5.

n'adhère pas au Frodebu : *«Il y a mieux, au Burundi, la majorité des Bahutu, puisque c'est cela qui intéresse le Frodebu, ne sont pas dans le Front; comme ils ne sont pas non plus au Palipehutu»*. Suivant la logique de ce journal, si la majorité des Hutu adhéraient au Frodebu, ce parti n'avait pas besoin de mentir, tuer, etc. : *«Et si c'était cela, pourquoi devrait-on menacer, battre ou tuer des gens pour les amener à adhérer à leur logique? Pourquoi devrait-on recourir au mensonge, terrorisme et chantage permanent? Ce n'est même pas pour se donner bonne conscience. Cherchez et trouvez vous-même de quoi il s'agit. Cela s'appelle racisme, tribalisme, discrimination ... Dans ce genre de chose quand on a pas convaincu, on terrorise, on menace, on brûle, on tue ... On peut aussi mourir de chagrin; car le divisionnisme tue aussi ses promoteurs. Que reste-t-il au Frodebu? De s'aligner sur la véritable volonté populaire: celle d'un projet de société unitaire, juste, celle d'un Etat de droit. Peut-être que les membres du Frodebu ne sont pas encore tous connaisseurs que l'option tribaliste, directement ou indirectement, n'est pas le choix des Burundi. Probablement qu'il y a quelques autres qui ont besoin d'une preuve comme quoi Harroy et les autres se sont trompés. Que le Palipehutu s'est gourré etc. ... Les prochaines élections ne serviront qu'à cela essentiellement.»*⁴⁸

La victoire du Frodebu sera une catastrophe selon ce même journal : *«Le président Buyoya s'est dit confiant en la victoire. Je prie Dieu que cela soit ainsi car sa défaite sera une catastrophe pour le Burundi et la région. Personne ne pourra contrôler les démons de la haine libérés par le Frodebu. (...) L'anxiété gagne les cœurs. Les upronistes vont-ils accepter d'être gouvernés par un parti tribaliste et porteur de danger certain ?»*⁴⁹

En réponse, le Frodebu fit également valoir l'argument ethnique dans la campagne et mobilisa ses propres médias pour désigner l'Uprona comme responsable des discriminations, des violences et des frustrations subies par les Hutu depuis des décennies, tout en se maintenant au pouvoir grâce à son hégémonie au sein des forces armées. *L'Aube de la démocratie* évoquait les crises de 1965 et de 1972 durant lesquelles le régime avait fait massacrer les élites hutu, ce qui est souligné par le journal *Le Citoyen* : *«Frodebu avait beau jeu de dire au gros de l'électorat que l'Uprona est le parti de tel qui a tué votre fils, votre mari en 65, en 69, en 72, en 88. Puis habilement, des militants du Frodebu convainquirent les électeurs que l'Uprona lui-même reconnaissait qu'il était entaché de sang. La preuve? La couleur rouge de son drapeau !»*⁵⁰

⁴⁸ *L'Indépendant* N°50 du 27 janvier 1993, "Que reste-t-il au FRODEBU ?", p.4.

⁴⁹ *Le Carrefour des idées* N°26 du 15 au 30 mai 1993, "Je vote Buyoya !", p.3.

⁵⁰ *Le Citoyen* N° 13 du 15 au 30 juin 1993, "Comprendre la défaite de l'Uprona ou l'effondrement d'un mythe", p.5.

Insidieusement, *L'Aube de la démocratie* invitait les Hutu à voter pour un candidat de leur ethnie en insistant sur le changement que Ndadaye apportera : «*En définitive, deux camps vont s'affronter lors des prochaines présidentielles. Il aura le camp du changement dont le candidat est Monsieur Ndadaye Melchior. (...)L'autre camp est celui de la continuité pour ne pas dire du statu quo*»⁵¹. Et encore «*Le 1^{er} juin 1993, les Burundi voteront donc pour ce changement et l'homme qui l'incarne réellement: Melchior Ndadaye. Car outre les idées et le programme où Monsieur Ndadaye a un véritable plus par rapport à Buyoya, il faut l'alternance. Dont celle des hommes.*»⁵² En plus, *L'Aube de la démocratie* fait allusion au fait que Ndadaye a été prisonnier politique de Buyoya afin d'illustrer le caractère "dictatorial" de l'ancien parti unique l'Uprona. A la une du journal se trouve la photo intitulée, «Un prisonnier face à son geôlier» montrant Buyoya habillé en militaire et celle de Ndadaye en civil avec comme sous titre : «Le major geôlier face à son ancien prisonnier dans la course pour le fauteuil présidentiel. Belle revanche.» Dans la suite de l'article il est dit : «*Sauf que cette fois-ci les deux hommes ne vont pas s'affronter l'un en prison et l'autre en liberté. Tous sont libres et doivent convaincre le peuple burundais de leur foi dans la démocratie. Sur ce point, l'ancien prisonnier risque d'avoir raison de son geôlier. Quelle revanche !*»⁵³

De cette façon, la presse a accompagné une campagne électorale où les arguments ethniques dépassaient de loin les propositions politiques⁵⁴. Basée sur la diabolisation mutuelle, cette campagne a cultivé la peur : «*Déjà, d'un côté des Hutu du Frodebu affirment clairement qu'en cas de victoire de l'Uprona, ils prendront le chemin de l'exil. De l'autre, des Tutsi de l'Uprona sont convaincus qu'avec la victoire du Frodebu c'est l'apocalypse.*»⁵⁵

Le journal *Panafrika* exprime de façon satirique sa position assez pessimiste envers les élections, tout en ridiculisant cet événement : «*Nous nous rapprochons inexorablement de la parodie suprême. En chacun de nous, l'estomac se contracte et remue les débris de la cacophonie politique. Et où est la mauvaise conscience dans tout cela ? D'abord, nous redoutons, dans notre intérêt à nous tous cette minute amère, où nous aurons à fermer l'enveloppe pour sceller enfin un pacte qui n'engage malheureusement pas que les autres. Les autres ce sont les politiciens aux ambitions débiles dont les populations ont été tour à tour les otages, mais aussi souvent les mécènes.*

⁵¹ *L'Aube de la démocratie* N°017 du 16 au 30 avril 1993, "Changement en perspective. Ndadaye lance un défi au major Buyoya", p.4.

⁵² *L'Aube de la démocratie* N°019 du 16 au 31 mai 1993 : spécial présidentielles 93, Editorial : "Dans une semaine ...", p.1.

⁵³ *L'Aube de la démocratie* N°018 du 1^{er} au 15 mai 1993, "Un prisonnier face à son geôlier", pp.1-3.

⁵⁴ GUICHAOUA, A., *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Université des Sciences et Technologies de Lille, 1995, p. 90.

⁵⁵ *Le Citoyen* N°9 du 15 au 30 avril 1993, "A qui profite la polarisation du débat?", p.8.

Cette minute est amère car, sauf hypocrisie, le peuple burundais ira aux urnes comme pour urine.»⁵⁶

5. LA SITUATION POST-ÉLECTORALE ET LA RADICALISATION DE LA PRESSE

5.1. Les résultats

Les médias officiels, ainsi que les médias étrangers, faisaient croire lors de la campagne électorale que Buyoya comptait sur un appui considérable. *«Sans trop de sens critique, les agences de presse relayaient des soi-disant «sondages» fournis par des porte-parole gouvernementaux, prédisant une majorité de 60 à 70 % pour Buyoya.»⁵⁷* Même la presse internationale prévoyait des résultats dans ce sens. Selon *L'Aube de la démocratie*, ceci est dû à la «manipulation» de l'opinion publique par l'Uprona : *«Sous l'effet d'un grand travail continu de sape et d'intox mené par Bujumbura, les milieux extérieurs ne misaient que sur la victoire de Pierre Buyoya.»⁵⁸* Ainsi, *Le Carrefour des idées* illustre cette opinion de la presse internationale : *«Le plus grand et le plus influent quotidien néerlandais de Belgique, De Standaard, a publié dans sa livraison du 19-20 mai 1993, les premiers pronostics indiquant les scores de chaque candidat engagé dans la course pour le fauteuil présidentiel au Burundi. Ce journal donne les prévisions suivantes: 71% pour Pierre Buyoya, 21% pour Melchior Ndadaye et 8% pour Pierre Claver Sendegeya. Le parti Frodebu, explique un journaliste de la radio BRT, pourrait constituer "un danger" pour une évolution saine de la démocratie au Burundi. Le Frodebu, ne risque-t-il pas de donner une coloration ethnique s'interroge le même journaliste ?»⁵⁹* Pendant la même période le journal *Le Citoyen* donne d'autres prévisions, ce qui fait croire que les sondages ne sont pas très fiables. Concernant Buyoya ce journal prévoit : *«Les sondages le donnent pour gagnant mais avec un score faible (53%) qui obligera à composer un gouvernement d'union nationale qui va au-delà du simple équilibrage ethnique.»* Pour ce qui est de Sendegeya : *«Choisi beaucoup plus pour diminuer les voix de Monsieur Ndadaye que pour remporter la victoire, Monsieur Sendegeya risque même de rater beaucoup de voix des membres du P.R.P. au nom duquel il se fait élire.»* Et pour Ndadaye le journal prédit : *«Au niveau des sondages, il risque de décrocher un score très honorable (45%) qui forcera son rival Buyoya à le*

⁵⁶ *Panafrika* N°0002 du 26 mai 1993, Editorial : "Erections pestilentiennes", p.1.

⁵⁷ REYNTJENS, F., *op.cit.*, p.231.

⁵⁸ *L'Aube de la démocratie* N° 020 du 16 au 30 juin 1993, "Les leçons du scrutin. C'est la fin d'une époque, celle du sujet-objet", p.4.

⁵⁹ *Le Carrefour des idées* du 15 au 30 mai 1993, "Pierre Buyoya : les pronostics annoncent sa victoire", p.7.

considérer non pas comme un divisionniste né mais comme un partenaire dans le processus actuel.»⁶⁰

Cependant le résultat fut autre, à savoir une victoire importante de Melchior Ndadaye avec 64,75 % des voix contre 32,39 % pour Buyoya, et, pour les législatives, c'est encore le Frodebu qui gagne avec 71,40 % des voix.

Ces résultats ont surpris tant l'opinion nationale qu'internationale : *«Le départ de Buyoya, disais-je, était inattendu tant pour une grande partie de l'opinion nationale (même de l'opposition) et internationale. Certes, il faut reconnaître que durant ces cinq dernières années, le président Buyoya a réussi à réduire les barrières sociales pour un projet unitaire. Pourquoi alors un départ si étonnant? Plusieurs hypothèses peuvent être émises. D'abord, le multipartisme est introduit dans une société où les plaies de la division ethnique ne sont pas encore cicatrisées. La naissance des partis signifie donc (comme d'ailleurs dans d'autres sociétés africaines) une alliance d'individus par affinités d'origine soit régionale, soit ethnique et ethnique. (...) Ensuite, il faut dire que la politique de l'unité entreprise par le Major Buyoya n'a pris qu'une seule vitesse: celle d'associer les Hutu à la gestion d'Etat, stratégie que d'aucuns ont d'ailleurs appelé 'Equilibrage ethnique'.»⁶¹* Le journal *Panafrika* utilise encore son ton satirique pour décrire les élections et les résultats : *«Il y a avait une pointe de comédie dans la manière dont les élections se sont déroulées. L'annonce des résultats le jour suivant n'a rien enlevé à la couleur taciturne initiale. Pas de mouvements de foule. Une population la mine grise. Un silence de marbre que certains voudraient interpréter comme prélude à la tempête. Viendra-t-elle, viendra-t-elle pas ? (...) Pour les gagnants, voilà une victoire dont ils ne se sentent pas obligés d'être fiers. Au fait, qui sont les gagnants de cette parodie électorale ?»⁶²* Ce journal continue sur le ton critique : *«Buyoyix et Ndadayix ont organisé une course. Le vainqueur héritait le Burundix. Contre toute attente Buyoyix est battu malgré la potion magique de Mayugrix, Ndadayix remporte la victoire, ...»⁶³*

Contrairement au ton plutôt pessimiste des autres titres, le journal *L'Aube de la démocratie* présente la victoire de Ndadaye comme une libération : *«Le mois de juin sera dans l'histoire du Burundi comme celui où une formation dinosaure fut déboulonnée par un parti somme toute jeune et*

⁶⁰ *Le Citoyen* N°11 du 15 au 31 mai 1993, "Elections du 1^{er} juin 1993 au Burundi. Le duel Buyoya-Ndadaye marginalise le pauvre Sendegeya", p.1.

⁶¹ *Le Citoyen* N°12 du 1 au 15 juin 1993, "Ndadaye bat Buyoya : Victoire et défaite à toutes interrogations", p.3.

⁶² *Panafrika* N°0003 du 9 juin 1993, Editorial : "Comprendre le verdict des urnes", pp.1-3.

⁶³ *Panafrika* N° 0003 du 9 juin 1993, Grains de sel : "Les aventures de Buyoyix et de Ndadayix", p.12.

qui a subi tous les assauts d'un vieux lion blessé dans sa cage par la création du Frodebu»⁶⁴.

Après la victoire du Frodebu, la dérive vers l'extrémisme des journaux proches de l'Uprona s'est accentuée. Les journaux de l'opposition ont voulu disqualifier la victoire électorale du Frodebu⁶⁵. Le journal *L'Indépendant* formule sa déception de la façon suivante : «*C'est à la surprise générale et contre le courant de l'Histoire que le président Buyoya vient d'être battu aux élections présidentielles. Il était le meilleur candidat sous tous les angles, il avait le meilleur projet de société. (...) Mais de façon globale, le président Buyoya, une des figures qui auront marqué le Burundi et la planète ces derniers temps, aura eu contre lui tous les clichés divisionnistes qu'il s'est investi à combattre. Le tribalisme, le régionalisme, le clanisme et tous les autres réflexes sectaires. (...) Jamais auparavant Ndadaye ne serait venu au pouvoir par une élection présidentielle normale. Jamais sans l'héroïsme de Buyoya l'autre président n'aurait pu participer à ces élections. Il y avait mille raisons pour interdire son parti et bannir légalement Ndadaye de la compétition. (...) Buyoya reste donc le vainqueur absolu et incontesté, moralement et politiquement, de ces élections. La victoire actuelle, c'est la victoire de Buyoya a reconnu publiquement le n°2 (?) du Frodebu Ntibantunganya Sylvestre. Car la vraie victoire de Ndadaye ce sera dans 5 ans, quand il aura prouvé qu'un muhutu peut être plus que ce que Ndadaye a éternellement chanté avec ses acolytes.*»⁶⁶ Dans la tentative de discréditer la victoire de Ndadaye ce journal insiste sur le fait qu'il y a eu fraude dans la campagne et les élections : «*La seule fraude constatée et relevant du flagrant délit est la campagne ethnique et régionaliste pratiquée par le Frodebu et son candidat. Elle est moralement inacceptable, tout autant politiquement.*»⁶⁷ Il arrive même à dire qu'il s'agit non pas des élections mais d'un coup d'Etat : «*Un vote ethnique c'est un coup d'Etat ce n'est pas une démocratie. Les coups d'Etat diffèrent par le qualificatif: les uns sont militaires, les autres se prénomment ethniques.*»⁶⁸ Il va même plus loin en prévoyant que la victoire de Ndadaye pourrait entraîner le pays dans une crise profonde : «*La victoire risque d'être vraiment très amère pour Ndadaye Melchior. Elle risque de plonger le pays dans une crise profonde dont personne n'est en mesure de prédire l'ampleur. Les ingrédients de cette crise sont là. Dans l'hypothèse la plus pessimiste, il faut remarquer que le nouveau président aura beaucoup de peines à faire accepter sa victoire. Parce que la*

⁶⁴ *La Carrefour des idées* N°021 du 1^{er} au 15 juillet 1993, "Election générale au Burundi, défaite des uns et victoire des autres et après ...", p.4.

⁶⁵ Reporters sans frontières, *op.cit.*, pp.23-24.

⁶⁶ *L'Indépendant* N° 64 du 8 juin 1993, "Buyoya a-t-il gagné ou perdu les élections ?", pp.3-5.

⁶⁷ *L'Indépendant* N° 64 du 8 juin 1993, "Faut-il accepter les résultats des dernières élections ?", p.4.

⁶⁸ *L'Indépendant* N°65 du 21 juin 1993, "L'histoire d'un coup d'Etat ethnique", p.3.

campagne ethnique qui a marqué les comportements du Frodebu depuis les temps les plus reculés a jeté un discrédit énorme sur le scrutin qui vient d'avoir lieu. (...) Il y a mieux! La campagne électorale n'a été que le développement d'un tribalisme à peine voilé. Partant du vieux thème développé par le Palipehutu, le Frodebu met en avant que l'Uprona est un parti de Batutsi, en mettant toute la charge émotionnelle et conflictuelle des crises qui ont endeuillé le Burundi. (...) Plus grave, les conséquences de cette tribalisation de la vie politique pourraient être désastreuses. Et c'est ici que la responsabilité de Ndadaye et du Frodebu va être engagée face à l'Histoire.»⁶⁹

5.2. La crise d'octobre

Cette crise annoncée dans les journaux de l'Uprona ne se fait pas attendre. Les premières contestations se manifestent rapidement dans des manifestations des étudiants et fonctionnaires et dans un coup d'Etat manqué dans la nuit du 2 au 3 juillet 1993 : *«Malheureusement, la société des humains a toujours des déviants en son sein. C'est le cas des putchistes de la nuit du 2 au 3 juillet 1993 qui s'aventurent dans la contradiction du peuple burundais. Ils n'ont pas encore compris que les temps ont changé, et qu'il a changé positivement parce que dans le sens démocratique.»*⁷⁰ Si ces premières contestations sont restées sans trop d'effets, l'assassinat le 21 octobre 1993 du président élu fait éclater des violences inter-ethniques massives. Cette situation de crise va métamorphoser les journaux privés en faisant tomber chez plusieurs d'entre eux les barrières légales et déontologiques qui, jusque là, délimitaient tant bien que mal l'exercice de la profession. Alors que la presse privée restait jusqu'en octobre 1993 dirigée par les journalistes et des militants des partis politiques, les massacres inter-ethniques firent venir à la fonction de directeur de publication et rédacteur en chef toute une catégorie de personnes sans expérience professionnelle inspirées par des sentiments de haine et vouées à un violent activisme politique fortement teinté d'ethnisme⁷¹. La déontologie et les principes élémentaires du journalisme passaient au second plan pour ces journaux qui se disaient «de combat» et que des observateurs appellent les «médias de la haine»⁷².

Dans le contexte de la crise, il est difficile de garder la neutralité et de renoncer en quelque sorte à son appartenance car la recherche de la neutralité est suspecte, voire dangereuse pour les journalistes et leurs proches, ce qui a

⁶⁹ *L'Indépendant* N°64 du 8 juin 1993, "La crise : y aura ! Y aura pas !", p.5.

⁷⁰ *L'Aube de la démocratie* N°021 du 1^{er} au 15 juillet 1993, Editorial : "Oui au verdict des urnes, non à celui des armes", p.4.

⁷¹ Association pour la promotion et la protection de la liberté d'expression au Burundi, *op.cit.*, pp.7-8.

⁷² *Ibidem*, p.147.

réduit au silence les quelques titres équilibrés et nuancés, polarisant ainsi la presse davantage. *Le Citoyen* et *Panafrika* vont rejoindre *L'Indépendant* et *Le Carrefour des Idées* dans une prolifération nettement tutsi. Il n'y a que *La Semaine* qui continue à être plus ou moins indépendante. Après septembre 1994, les journalistes du journal *La Semaine* ont dû interrompre la publication en raison de menaces de mort⁷³. Les «médias de la haine» occupaient donc le devant de la scène, dans un contexte d'impunité généralisée.

Au niveau des médias publics, la RTNB sous contrôle étroit du Frodebu, a encore une fois raté sa mission de médium public, son partipris n'a pas contribué à la pacification⁷⁴. Ainsi, pendant la crise du 21 octobre 1993, la RTNB n'a pas multiplié les sources d'information. Le résultat de la censure, c'est que pendant très longtemps, il y a eu un "black out" sur les massacres des Tutsi sur les collines, l'information se focalisant sur l'assassinat du président et ses proches collaborateurs, les messages de soutien et autres condoléances⁷⁵. Dans ce cas, le seul avantage des médias extrémistes consiste dans le fait qu'ils mis la lumière sur des événements dont la presse publique n'aurait jamais parlé. Naturellement, les informations provenant de ces canaux sont toujours à prendre avec la distance critique car souvent elles ont été collectées sans la moindre distance critique et dans un but de propagande.

Concernant le bimensuel de l'Eglise catholique, *Ndongezi*, beaucoup de critiques ont souvent souligné sa ligne éditoriale «aseptisée». Mais au moins *Ndongezi* a toujours prêché la paix, l'unité et la réconciliation. Entreprise relativement facile dans la mesure où sa rédaction évitait les sujets polémiques et sensibles.

6. CONCLUSION : EVOLUTION DU PAYSAGE MÉDIATIQUE ET PERSPECTIVES DU RÔLE DES MÉDIAS DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL À VENIR⁷⁶

Il ressort de notre analyse que la libéralisation de la presse a dans un premier temps servi à la création des journaux de propagande. Les premiers initiateurs d'une presse privée étaient les partis politiques, créant ainsi des médias comme acteurs politiques au lieu de témoins du processus en cours. Même si certains journaux se voulaient neutres, le contexte socio-politique polarisé compliquait cette neutralité d'autant plus que la situation économique rendait la plupart des journaux dépendant des partis politiques. Une fois la campagne électorale lancée, la plupart des journaux se sont tournés vers une

⁷³ Reporters sans frontières, *Burundi le venin de la haine, Etude sur les médias extrémistes*, Paris, Reporters sans frontières, juillet 1995, pp.10-11.

⁷⁴ KABURAHE, A., *op.cit.*, p.144.

⁷⁵ *Ibidem*, pp.142-143.

⁷⁶ PALMANS, E., "Les médias face au traumatisme électoral au Burundi", in *Politique Africaine* N°97, Paris, Karthala, mars 2005, pp. 66-82.

radicalisation des positions. En propageant des propos partisans et radicaux, ils renforçaient les haines ethniques. Les médias publics, appelés à garder le milieu et à respecter la neutralité, se sont également lancés dans la propagande pour son «tuteur», l'ancien parti unique.

A travers les citations de divers journaux, nous avons constaté que ces médias n'étaient pas de simples témoins du processus politique en cours mais qu'ils prenaient activement part à la campagne électorale de 1993. Le contenu des messages, à l'exception de ceux qui proviennent des journaux plus ou moins neutres, nous montre que nous sommes loin d'une presse guidée par les règles de la profession et que le discours de propagande a très vite versé dans un discours de haine vis-à-vis de l'adversaire politique et/ou ethnique. Ce discours s'est radicalisé après l'assassinat du président élu, Melchior Ndadaye, en transformant ces médias en «médias de la haine».

Afin d'arriver aux perspectives du rôle des médias dans la campagne électorale qui se prépare, nous dressons un bilan très concis de l'évolution des médias après la crise d'octobre 1993. Ainsi, jusqu'au retour de Pierre Buyoya à la tête de l'Etat en août 1996, des journaux inspirés par des sentiments de haine ethnique et nourris d'activisme politique ont continué à paraître⁷⁷. Après le retour au pouvoir de l'ancien président Pierre Buyoya en juillet 1996, par un coup d'Etat militaire, cette vague de libéralisation politique et médiatique mal gérée a pris fin. Les partis politiques ont été suspendus et la presse privée, dépendante de ces mêmes partis, n'avait plus de raison d'être. Toutefois, les initiatives privées restaient autorisées, ce qui a permis le développement du pluralisme radiophonique, jusque là inexistant.

Alors que le paysage politique se recomposait sous la pression d'un embargo international visant à pousser Buyoya à négocier avec la rébellion hutu, le champ médiatique entama une véritable révolution. C'est d'abord l'organisation non gouvernementale américaine Search for Common ground qui a mis en place un studio de production, *Studio Ijambo*. En promouvant la paix et la réconciliation, ce studio a mis en place un standard de qualité et de responsabilité que les autres radios ont suivi⁷⁸. Fin 1995, des radios privées ont commencé à émettre : CCIB FM (radio de la Chambre de commerce et d'industrie du Burundi), suivie en 1999 de *Radio Bonesha* et *Radio Culture*, en 2001 de la *Radio publique africaine* (RPA) et en 2002 de *Radio Isanganiro*. Ces radios se sont distinguées de la presse écrite par leur indépendance vis-à-vis des partis politiques et leur souci d'équilibre, la plupart étant financées par des ONG internationales.

Probablement mieux adaptées que la presse écrite au contexte du pays, largement rural et dont la population, en grande partie analphabète, est

⁷⁷ MZIMA, J., "L'état actuel de la presse au Burundi", Bruxelles, mars 1999, p.12 (inédit).

⁷⁸ PALMANS, E., "Les médias audiovisuels au Burundi", in *L'Afrique des grands lacs. Annuaire 2003-2004*, Paris, L'Harmattan, 2004, p.95.

dispersée sur les collines, les radios ont remporté dès leur création un succès important. En donnant la parole aux groupes de l'opposition et aux rebelles, elles ont préparé la population aux évolutions politiques, par exemple l'insertion des rebelles au gouvernement fin 2003, et elles ont facilité le rapprochement entre les différents groupes. Elles ont également accompagné le processus de paix d'Arusha. Cet Accord d'Arusha, signé en août 2000, prévoyait une période de transition politique vers la démocratisation de trois années, divisée en deux phases de dix-huit mois, la première sous la présidence de Pierre Buyoya et la seconde, à partir du 1^{er} mai, conduite par Domitien Ndayizeye du Frodebu. Après des périodes tendues où les différents groupes armés intensifièrent leurs attaques, un accord global de cessez-le-feu fut signé le 16 novembre 2003 entre le gouvernement de transition et le principal mouvement rebelle, le CNDD-FDD⁷⁹, dont des représentants entrèrent au gouvernement en décembre 2003. Pour la première fois depuis dix ans, plus de 90 % du territoire burundais avait retrouvé la paix.

La période de transition, qui devrait se terminer théoriquement le 31 octobre 2004, a été prolongée et aboutira à des élections générales dans le courant de l'année 2005. Il serait intéressant de suivre le rôle des médias dans la campagne électorale et de comparer ce rôle à la situation de 1993 que nous venons de décrire dans cet article.

Contrairement à ce qui s'est passé en 1993, les médias semblent disposer aujourd'hui de plusieurs atouts pour jouer un rôle positif dans ce campagne électorale et dans le processus de paix et l'évolution du pays vers la démocratie. Un des points forts du paysage médiatique actuel réside dans son réel pluralisme. Une dizaine de radios occupent aujourd'hui les ondes, dont la plupart se veulent des organes d'information neutres et sans appartenances politiques. Même la RTNB, longtemps au service unique de l'Etat, a évolué vers une information plus équilibrée.

En plus, en 2003, une nouvelle loi de la presse a été adoptée, beaucoup plus libérale que les lois précédentes et elle a renforcé les pouvoirs du CNC, qui devient de plus en plus autonome vis-à-vis de l'exécutif. Dans le contexte spécifique du processus électoral actuel, un centre de contrôle de la presse a été créé au sein du CNC pour assurer l'observation systématique de la teneur des propos et discours émis par les médias. Durant cette campagne, le CNC devra également garantir l'accès aux médias d'Etat pour les candidats et les partis politiques, et veiller à ce que le ton utilisé par les journalistes à l'égard de tous les partis politiques et candidats indépendants reste neutre. A côté de cet encadrement institutionnel, les professionnels et des représentants de la société civile ont également mis en place un Observatoire de la presse burundaise (OPB), organe d'autorégulation créé en avril 2004. Cet

⁷⁹ Le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) est la branche politique des Forces pour la défense de la démocratie (FDD).

observatoire a pour mission d'interpeller les journalistes en cas de dérapages et de permettre la médiation entre les organes de presse et le public. Dans la même perspective de veiller au discours des médias, mais également des hommes politiques et des membres de la société civile, le Centre d'alerte et de prévention des conflits (Cenap) a été créé en 2002. D'autres instances professionnels contribuent à la professionnalisation des médias. Ainsi, l'Association burundaise des journalistes a élaboré un code de déontologie et d'éthique en 1997 qui a été mis à jour en 2004. De même, la Maison de la presse, fondée en 1997, se veut un centre de rencontre et de formation pour les professionnels des médias. A cela s'ajoute que le CNC, tout comme plusieurs ONG internationales (SFCG, Institut Panos Paris), organisent des ateliers pour préparer les journalistes à la couverture professionnelle des élections.

Malgré ces différents atouts par rapport à la situation de 1993, les médias burundais restent confrontés à des difficultés importantes comme le manque de moyens et donc la dépendance économique des bailleurs ou de l'Etat ainsi que le manque de formation. Cependant, ces difficultés n'empêchent pas que le rôle des médias dans le processus de transition politique et de paix est positif. Les médias réussissent à rester apolitiques et à traiter l'information de façon équilibrée. Les médias semblent aujourd'hui avoir une longueur d'avance sur les hommes politiques qui, trop occupés par les questions du partage du pouvoir, ne font que retarder le processus de transition et donc la tenue des élections.

Anvers, mars 2005